



HAL
open science

Usages et limites des nomenclatures socioprofessionnelles pour l'analyse sociologique : le cas italien

Marco Oberti

► **To cite this version:**

Marco Oberti. Usages et limites des nomenclatures socioprofessionnelles pour l'analyse sociologique : le cas italien. *Sociétés contemporaines*, 2002, 45/46, pp.43 - 74. 10.3917/soco.045.0043 . hal-03458572

HAL Id: hal-03458572

<https://sciencespo.hal.science/hal-03458572>

Submitted on 30 Nov 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



USAGES ET LIMITES DES NOMENCLATURES SOCIOPROFESSIONNELLES POUR L'ANALYSE SOCIOLOGIQUE : LE CAS ITALIEN

RÉSUMÉ : *L'analyse comparée des structures sociales entre pays à partir des nomenclatures socioprofessionnelles n'est pas sans poser de sérieux problèmes. La comparaison France-Italie montre une fois de plus la spécificité des constructions nationales des catégories et des nomenclatures. Le cas italien est intéressant pour s'interroger également sur la diversité des utilisations des catégories socioprofessionnelles faites par les sociologues de ce pays. La terminologie et les regroupements engagent des choix théoriques qui produisent des évaluations différentes des groupes sociaux et de la hiérarchie sociale. Ce pays pose aussi la question de sa complexité et de sa diversité interne qui se traduit par des problèmes de définition et de mesure de l'activité et de l'identité professionnelles et des agencements entre les différents groupes sociaux. La comparaison entre pays, mais aussi les tentatives d'harmonisation européenne, doivent tenir compte de ces éléments.*

L'utilisation des catégories socioprofessionnelles dans les analyses de la stratification sociale et des classes a donné lieu à de nombreuses discussions méthodologiques et théoriques. Il n'en reste pas moins qu'elles ont été et sont encore les outils privilégiés de l'analyse de la structure sociale et de son évolution dans de nombreux pays. Au moment où les analyses comparatives se développent, il convient de s'interroger sur les outils utilisés dans d'autres pays, sur les logiques des classifications, mais aussi sur les analyses proposées par les sociologues sur le thème de la hiérarchisation sociale et des classes.

Comme l'ont très bien montré Desrosières et Thévenot (1988), la classification qui est à l'origine du code des CSP de l'INSEE est le produit d'un processus historique complexe de construction politique, juridique et sociale des catégories dont la logique est essentiellement nationale. Comment dès lors mener des analyses comparatives de la stratification sociale, voire des rapports de classes, et de leur évolution alors que les catégories et les principes retenus pour élaborer les classifications ne sont pas les mêmes dans les différents contextes nationaux ? Plusieurs chercheurs (Duriez *et al.*, 1991) se sont déjà penchés sur ce problème en confrontant les nomenclatures britannique, espagnole et française et ont mis en évidence les « conditions spécifiques d'élaboration des statistiques nationales et les principes explicites ou implicites mis en oeuvre dans la définition et l'ordonnement des catégories ».

Ces auteurs insistaient aussi sur les limites d'une comparaison internationale hâtive qui ne tiendrait pas compte de ces aspects fondamentaux.

L'Italie avait jusqu'à très récemment¹ une nomenclature spécifique, celle de l'ISTAT (l'Institut National de Statistiques), qui se prêtait assez peu aux comparaisons. L'objet de cet article sera de la présenter à la fois pour en montrer les logiques spécifiques de classification, les limites d'une comparaison avec la France, mais aussi les multiples utilisations faites par les sociologues italiens selon diverses orientations théoriques et ambitions de recherche. Nous ne présenterons que les travaux les plus importants qui, à partir des années 70, d'une façon ou d'une autre, avaient pour ambition de classer et compter des groupes sociaux, et qui ont utilisé les données issues des recensements de l'ISTAT.

Nous introduirons également quelques aspects spécifiques à la société italienne qui nous obligent à beaucoup de précaution dans l'utilisation d'une telle nomenclature pour des analyses sociologiques, surtout comparatives, dans des domaines où les catégories socioprofessionnelles constituent les données essentielles.

1. L'ANCIENNE NOMENCLATURE ITALIENNE DES *POSITIONS* DANS LA PROFESSION ET DES CATEGORIES SOCIOPROFESSIONNELLES. ÉLÉMENTS DE COMPARAISON AVEC LA FRANCE

1. 1. DIFFERENTS NIVEAUX

L'ISTAT enregistrait et classait la population *in condizione professionale* à trois niveaux différents : les *professioni*, la *posizione nella professione*, et les *categorie socio-professionali*.

Pour caractériser la profession, l'ISTAT prenait en compte le type de travail (sa caractéristique technique : industriel, commerçant, médecin, comptable, etc.), la nature de l'effort fourni dans l'activité (à dominante manuelle ou intellectuelle) et l'objet sur lequel s'exerce l'activité. Il s'agissait donc de classer des métiers manuels (*arti* ou *mestieri*) ou intellectuels (*professioni* ou *arti liberali*) en fonction des secteurs d'activité (l'administration, l'agriculture et la pêche, les transports, le commerce, etc.). La classification des professions comportait ainsi 9 groupes de professions, 53 sous-groupes et 247 professions. Le statut professionnel et la distinction privé/public n'apparaissaient pas à ce niveau.

Le deuxième niveau de classification (les positions dans les professions) était le niveau courant de publication (tableau 1), alors qu'il existait également un niveau plus détaillé des positions dans les professions (tableau 2).

1. Le changement consiste simplement, dans le cadre de l'harmonisation européenne souhaitée par EUROSTAT, à adopter la variante européenne de la Classification Internationale Type des Professions (CITP-88), nommée CITP-88 (COM). Cette classification a été retenue pour le prochain recensement général de la population qui s'est déroulé en septembre 2001 en Italie. Pour la présentation détaillée de cette classification en français, voir le site internet : <http://www.warwick.ac.uk/ier/isco/fren/sect1.html>, ou Bureau International du Travail : « CITP-88 : Classification internationale type des professions », Genève, BIT, 1990.

La nature de l'activité, indépendante ou salariée, est ici fondamentale. Les trois premières catégories sont considérées comme des professions indépendantes. Les professions libérales sont enregistrées avec les chefs d'entreprises pour cette raison, alors qu'elles apparaissent avec les cadres et professions intellectuelles du supérieur dans la nomenclature française.

La catégorie *aides familiaux* fait référence à toute la main-d'œuvre familiale employée dans les petites et moyennes entreprises italiennes. Elle apparaît ici comme une catégorie à part entière étant donné son importance dans la structure de l'emploi en Italie. Ces personnes sont cependant considérées comme des travailleurs indépendants et non comme des salariés. Ces derniers se réduisent à deux catégories dont la distinction repose sur le caractère manuel ou « intellectuel » de l'activité². Les *dirigenti e impiegati* sont pourtant des salariés mais ne rentrent pas dans la catégorie *lavoratori dipendenti* qui correspond donc en italien essentiellement aux ouvriers auxquels s'ajoutent les contremaîtres et chefs d'atelier, c'est dire tous les travailleurs manuels salariés. La catégorie *Impiegati* (employés) est une catégorie fourre-tout où se retrouvent aussi bien des professions intermédiaires à faible niveau de qualification que des cadres supérieurs. Cela est dû aussi à l'acceptation très restrictive des *dirigenti*. Ne rentre dans cette catégorie que l'élite des cadres. De plus, les conventions et les normes nationales qui contribuent à définir et à délimiter la catégorie ne sont pas aussi précises et importantes qu'en France où la construction de cette catégorie renvoie à une histoire sociale, syndicale et politique bien particulière (Boltanski, 1982). L'intégration aux *dirigenti* ou *impiegati* varie donc fortement d'une entreprise à une autre, les niveaux de qualification et de diplômes étant tout aussi hétéroclites. Beaucoup de *laureati* (diplôme de fin d'études universitaires) sont embauchés comme *impiegati* et deviennent *dirigenti* avec l'ancienneté.

La comparaison avec la France est éclairante. Au niveau agrégé de la nomenclature française de l'INSEE, les cadres et professions intellectuelles supérieures, les professions intermédiaires et les employés constituent trois catégories distinctes, alors qu'elles sont regroupées dans une seule et même position professionnelle, *dirigenti e impiegati*, dans la nomenclature ISTAT. Au même niveau agrégé, on distingue dans le cas italien les chefs d'entreprises d'une part, des artisans et petits entrepreneurs d'autre part, alors qu'ils ne constituent qu'une seule et même catégorie pour l'INSEE. Les professions libérales sont regroupées avec les chefs d'entreprise par l'ISTAT, dans la mesure où elles bénéficient d'un triple prestige social très marqué dans la société italienne. Ce sont à la fois des activités indépendantes, intellectuelles, et à niveau de revenu élevé.

La place de l'économie familiale dans la société italienne, liée à l'importance de la petite et moyenne entreprise, explique la considération à part des aides familiaux qui n'a aucune raison d'être à ce niveau dans la classification française.

Autre différence, les agriculteurs sont regroupés avec les travailleurs indépendants dans la nomenclature de l'ISTAT, alors qu'ils apparaissent en tant que tels dans celle de l'INSEE.

2. Il existe d'ailleurs deux termes différents pour définir le revenu de chacune des catégories. Les *dirigenti et impiegati* reçoivent un *stipendio* (traitement) alors que les *lavoratori dipendenti* touchent un *salario* (salaire).

L'importance des couches moyennes salariées en France ressort clairement de cette comparaison, avec la place essentielle des cadres, alors que les travailleurs indépendants sont au cœur de la nomenclature en Italie, et restent comparativement aux autres sociétés européennes une catégorie fondamentale de la structure sociale du pays, tant quantitativement (surtout dans certaines régions) que symboliquement.

La classification en quatorze postes (tableau 3) est celle que l'ISTAT présente comme celle des catégories socioprofessionnelles et non plus des positions dans la profession. La comparaison avec la nomenclature des PCS de l'INSEE en dix-huit postes fait apparaître des différences de construction qui en compliquent l'utilisation en vue d'une comparaison.

Cette classification plus fine respecte les mêmes principes que ceux indiqués pour le niveau précédent en introduisant une échelle de revenu/qualification/responsabilité/prestige qui s'applique surtout aux travailleurs salariés. En effet, pour certains postes (autres travailleurs agricoles, Forces armées), la secteur de l'activité l'emporte et conduit à mettre au même niveau des techniciens et des ouvriers ou des officiers avec des militaires du contingent.

Les deux éléments indépendant/salarié et manuel/intellectuel sont également présents dans la nomenclature française. Au total, pour ce niveau, les principes retenus pour la classification ne sont pas radicalement différents dans les deux cas. En revanche, on n'aboutit pas aux mêmes catégories, puisque l'échelle ne s'interprète pas de façon identique et la priorité donnée au travail indépendant dans un cas et au travail salarié dans l'autre ne permet pas de déboucher sur une nomenclature comparable. La distinction public/privé, fondamentale dans la classification de l'INSEE, surtout pour les cadres, les professions intermédiaires et les employés, n'est pas prise en compte dans la nomenclature de l'ISTAT.

1. 2. LES PROBLEMES DE LA COMPARAISON

Comment comparer à partir de ces catégories ? Quels regroupements envisager ?

L'entreprise s'avère quasi impossible tant les catégories, mêmes celles qui peuvent paraître à première vue proches, diffèrent dans leur contenu. Toute une série de problèmes apparaissent immédiatement et nous obligent à revenir aux professions elles-mêmes qu'il faudrait recroiser avec d'autres aspects. Les problèmes de qualification des professions demeurent, ainsi que celui des représentations sociales différentes des professions dans les deux pays et surtout de la hiérarchisation sociale des professions.

Même si nous voulions partir des nomenclatures existantes pour tenter d'en reconstruire une autre sur la base d'agrégations différentes, de nombreux problèmes surgiraient. D'une part, il serait très difficile d'arriver à une classification vraiment comparable sur le plan statistique et des catégories. D'autre part, on court toujours le risque soit de franciser la nomenclature italienne, soit d'italianiser celle de l'INSEE, ou bien encore d'arriver à quelque chose d'hybride sans ancrage dans l'une ou l'autre société. Indiquons quelques difficultés évidentes.

— La catégorie 2 de l'ISTAT (tableau 3) comprend tous les salariés agricoles : du directeur d'une entreprise agricole à l'ouvrier, alors que l'INSEE propose un

nelles au sens strict, celles définies par les organismes statistiques, et les catégorisations des sociologues (groupe, couche, strate, classe, catégories sociale), plus ou moins proches des précédentes, n'est pas sans introduire un flou dans les niveaux de conceptualisation et les implications théoriques de ces choix (Lemel, Oberti et Reillier, 1996).

Deux exemples, particulièrement typiques de la société italienne, touchent directement à la question des limites de l'utilisation des catégories socioprofessionnelles dans l'analyse sociologique.

2. 1. L'ECONOMIE INFORMELLE ET LA DOUBLE ACTIVITE

Comparativement aux autres grandes sociétés européennes, l'Italie est caractérisée par un vaste secteur informel (*economia sommersa*) dont une partie repose sur la *doppia attività* (la double activité). Même si l'étendue du double travail est très difficile à chiffrer, la multitude d'études réalisées sur ce thème nous offrent tout de même quelques indications (Gallino, 1982 ; Bagnasco, 1988). Alors que le CENSIS (1982) avançait en 1982 que le phénomène concernait 5 % de la population active, des enquêtes régionales (Mahon, 1990) indiquaient des taux plus importants, entre 15 et 25 % de l'ensemble des actifs selon les zones. Des études menées sur des réalités locales spécifiques indiquent des taux encore supérieurs : au sein de trois grands services publics de Bologne (transports urbains, hôpitaux, services techniques communaux), les taux de double emploi du personnel étaient respectivement de 20, 41 et 42 %. À Turin, la seconde activité des *bioccupati* représentait entre 55 et 60 heures par mois, et ceux-ci représentaient 15 % de la force de travail salariée totale. Selon la chambre du travail de Rome, 76 % des cadres et 80 % des employés exerceraient une seconde activité. Les situations de passage du public au privé sont courantes, tel le professeur de gestion qui assure ses cours le matin et travaille en entreprise le reste de la journée. Très souvent, ce sont les travailleurs qui jouissent dans leur premier emploi d'une forte garantie, d'une stabilité et d'une sécurité de revenu, qui mènent une seconde activité informelle. Ainsi, le phénomène de la double activité est largement répandu dans les zones du Centre-Nord où ces garanties sont très développées, et pas seulement dans le Mezzogiorno.

Le phénomène de la double activité rend particulièrement délicate l'utilisation des données du recensement sur les professions pour les analyses sociologiques concernant le rapport au travail, la stratification sociale, la distinction public/privé, le niveau de compétence, etc. L'identité professionnelle ne peut plus se ramener à la seule activité principale simplement parce qu'il s'agit de l'activité officielle déclarée la plus importante en temps et en revenu. L'activité principale peut constituer un moyen d'obtenir un revenu et une protection sociale, quitte à accorder autant sinon plus d'importance à une activité indépendante, autonome, reposant sur un choix moins contraint. La référence au seul travail salarié pour déterminer la position sociale de l'individu se fragilise. La double activité vient également perturber l'échelle des revenus, des compétences, des niveaux de responsabilité pris en compte dans la classification des professions.

Il ne faudrait pas cependant exagérer l'importance du second travail dans la déstructuration des formes d'affiliation, de hiérarchisation et d'identification liées à l'activité déclarée. Les deux activités sont généralement proches du point de vue de

une stratification sociale spécifique. Les ouvriers de l'industrie sont peu nombreux et moins qualifiés, la classe des entrepreneurs est beaucoup moins développée, alors que les couches moyennes du tertiaire public ont augmenté. Parallèlement, une couche de travailleurs précaires, sous-payés et employés à temps partiel, se maintient et reste importante. On constate une forte diminution des salariés agricoles, la stabilisation d'une couche de petits agriculteurs, la recomposition d'une couche de petits producteurs et de petits commerçants autour de la mafia et du clientélisme politique, et enfin et surtout la forte croissance d'une couche d'employés et de cadres de la fonction publique fortement dépendante de la sphère politique.

Au total, tout le système local est traversé par la parenté, l'appartenance locale, le système politique, qui s'imbriquent dans des relations complexes marquées par le clientélisme et la réciprocité. Dès les années 50, la démocratie chrétienne a mis en place tout un système clientéliste de distribution des ressources de l'État fondé sur un échange politique qui lui a permis de se maintenir au pouvoir pendant plus de quarante ans. Le clientélisme politique reposait sur la mobilisation des réseaux « d'amis », organisés autour de la localité et de la parenté. Les différents groupes sociaux négociaient ainsi leur vote en échange de privilèges pour leurs retraites, dans le domaine de la fiscalité ou de la santé, pour obtenir un emploi public garanti et protégé. Les pensions d'invalidité étaient ainsi généreusement distribuées dans des régions entières du Mezzogiorno, les retraites délivrées dans des conditions uniques en Europe, les postes de fonctionnaires gérés par les élites politiques locales, alors que l'évasion fiscale était largement institutionnalisée. Tout un ensemble très diversifié d'avantages et de privilèges lié aux interventions de l'État-providence, mais de façon plus générale au secteur public, s'était mis en place. L'organisation politique, syndicale, et professionnelle des salariés reste faible, et permet aux relations traditionnelles de se maintenir même en milieu urbain (dépendance personnelle, rapport de fidélité à un protecteur ou à un groupe restreint, etc.), où elles constituent la base de toutes les formes de clientélisme. Ce contexte est particulièrement propice à un manque de confiance dans les institutions qui permet un développement de l'économie sur un terrain illégal, voire criminel, lorsque, selon les régions, la Mafia est présente.

L'Italie centrale et Nord-orientale est davantage caractérisée par la présence des petites et moyennes entreprises, cette troisième Italie des villes moyennes, de la campagne urbanisée, et des districts industriels. L'agencement et la nature des classes sociales dans les sociétés locales de la troisième Italie étaient tout à fait spécifiques, et contribuaient à faire de ces sociétés des formations sociales originales. En effet, la classe ouvrière, par sa qualification, son rapport à l'entreprise et aux entrepreneurs, sa représentation du jeu économique, sa sociabilité, son engagement politique et syndical, la représentation de ses intérêts, se présentait comme un groupe social dont l'enracinement profond dans le monde de la petite et moyenne entreprise et la localité ne favorisait pas une opposition forte au patronat. Les petits entrepreneurs, de leur côté, étaient en interdépendance permanente avec les ouvriers étant donné la forte sociabilité locale qui traverse toutes les classes et l'interférence des relations familiales. Il s'agit d'une véritable *construction sociale du marché* qui mobilise toutes les classes sociales locales. Cette mobilisation collective sur le plan économique repose sur l'articulation originale d'éléments sociaux tels la famille, l'identité locale, la mobilité sociale, le rapport ville/campagne, les traditions écono-

le modèle de stratification sociale italien comme le résultat d'une gestion politique clientéliste du développement économique.

La crise italienne refléterait une distorsion de la distribution des revenus due aux mécanismes particuliers de formation du consensus et de représentation des intérêts. L'analyse de la stratification sociale tend à se concentrer sur les couches moyennes (la petite bourgeoisie d'État, les petits travailleurs indépendants, etc.), pour lesquelles les sociologues parlent d'un « espace parasitaire protégé politiquement » par la Démocratie Chrétienne et « nuisible » au développement de la société italienne. Cette séparation dans leurs analyses du politique et de l'économique leur permettra de faire ressortir la complexité de la formation sociale italienne et l'importance du rôle de l'État dans la structuration en classes de la société. Sylos Labini développera des travaux quantitatifs sur la stratification en s'inspirant de ce modèle d'analyse.

Le second courant, dans le champ du néo-marxisme, s'intéresse à la logique du développement capitaliste et aux rapports de production. L'État est pris en compte en tant qu'il complexifie la structure de classes en produisant des intérêts qui ne dépendent plus de la simple position sur le marché du travail. Les sociologues néo-marxistes privilégient l'étude du marché du travail et la diffusion inégale sur le territoire de l'économie capitaliste. Massimo Paci sera l'un des principaux représentants de ce courant. Les travaux plus localisés sur la diversité régionale du développement capitaliste italien se situeront dans la lignée de ces travaux tout en ne se limitant pas au néo-marxisme (Bagnasco et Trigilia, 1984 et 1985). Luciano Gallino, au départ très proche du courant précédent avec ses travaux sur la diversité des formations sociales en Italie, va progressivement proposer un modèle beaucoup plus systémique et fonctionnaliste de l'évolution de la stratification sociale italienne.

Enfin, les travaux sur la mobilité sociale qui se développeront surtout dans les années 80 constitueront un autre champ indépendant des courants précédents dans lequel les questions de stratification sociale et de classifications sont centrales.

Nous ne retiendrons que les travaux des sociologues qui ont eu recours à la classification ou aux données de l'ISTAT ou qui ont cherché, d'une façon ou d'une autre, à enregistrer et compter les groupes professionnels, les couches sociales ou les classes⁴. Il s'agit de montrer à la fois toutes les « manipulations » possibles de ces données et les analyses auxquelles elles conduisent⁵.

4. Ce choix nous conduit donc à laisser de côté de nombreux autres travaux sociologiques sur les classes sociales qui ont marqué la sociologie italienne des années 70 et 80. Pour une présentation plus complète de ce champ, voir Oberti M., « Pour une économie politique des classes : la sociologie italienne des classes sociales », Paris, *Les cahiers de l'OSC*, CNRS/FNSP, 1992.
5. Des sociologues français des années 70 et 80 ont également proposé des analyses de l'évolution de la structure de classes et élaboré différentes classifications à partir de la nomenclature des CSP de l'INSEE. Baudelot et Establet (1974 et 1979), mais aussi Fossaert (1980), d'orientation marxiste ou néo-marxiste, ont établi des classifications différentes de celles de l'INSEE. Bourdieu (1979) a également travaillé à une présentation différente de l'espace social en utilisant les CSP. Ces travaux mériteraient d'être recensés et pourraient ainsi faire l'objet d'une analyse comparative avec les modèles proposés au même moment dans d'autres pays. Cet article étant centré sur le cas italien, nous ne développerons pas la comparaison sur ce terrain. La plupart de ces auteurs se réfèrent plutôt à une terminologie marxisante des classes sociales. Du côté du néo-marxisme anglo-saxon, et avec une ambition comparatiste forte, on peut rappeler aussi le modèle de E.O Wright (1985).

et les deux systèmes reproductifs sont très hétérogènes, composés de différents modes d'organiser la politique, de produire et de reproduire les idées et les personnes ; et une deuxième, verticale, d'où il apparaît que la même société est composée d'un certain nombre de formations sociales relativement homogènes, les unes à côté des autres et constituant une société profondément hétérogène.

Les systèmes selon Gallino

Le système politique comprend les professionnels de la politique⁶ les hauts-fonctionnaires⁷, la classe de service⁸, les militaires⁹.

Le système économique est le plus différencié et comprend différents modes de production toujours présents dans la société italienne. Trois catégories centrales caractérisent le mode de production paysan-artisanal : les paysans, les artisans, les commerçants. Les positions et les rôles caractéristiques du mode de production capitaliste-entrepreneurial peuvent se regrouper en au moins six catégories : les entrepreneurs, les employés, les ouvriers, les travailleurs agricoles, le personnel de service, les techniciens. Le mode de production étatique n'a pas donné naissance à des catégories spécifiques, le mode de production capitaliste-oligopolistique a produit la catégorie des *dirigenti* (cadres supérieurs et dirigeants).

Trois catégories principales se retrouvent dans *le système de reproduction socio-culturelle* : les enseignants, les intellectuels (écrivains, journalistes, universitaires, artistes, créateurs publicitaires, etc.), et les religieux.

Trois catégories caractérisent *le système de reproduction biopsychique* : la classe médicale (médecins, chirurgiens, psychiatres, psychologues), les agents socio-sanitaires (infirmières et assistants sociaux), et enfin la classe des travailleurs domestiques (ceux dont l'activité principale consiste à fournir des services nécessaires à la reproduction de la famille). Dans ce système se trouvent également des employés, des ouvriers, un petit nombre de dirigeants et de cadres, et beaucoup de personnel de service.

Dans ce modèle, les classes correspondent à des ensembles de positions/rôles. Il existe des classes spécifiques à chaque système social fondamental, et des fractions de classe qui ont des activités que l'on retrouve dans plusieurs systèmes. Les classes

6. Ceux dont l'activité principale est directement d'ordre politique, c'est-à-dire qui ont un rôle au Parlement, dans les assemblées ou les conseils des organismes territoriaux, dans les partis et dans les syndicats, et qui agissent dans le contrôle de la société qui caractérise le mode d'organisation politique des deux formations sociales historiquement les plus récentes (capitaliste oligopolistique et étatique), alors que toujours selon l'auteur, ils sont absents en tant que tels dans les formations historiquement plus anciennes.
7. Ceux chargés d'organiser et de mettre en place les directives et décisions politiques. Ils ont également une fonction d'élaboration et de direction du contrôle social. Cette catégorie regroupe les dirigeants de l'État et des organisations territoriales, ainsi que les magistrats.
8. Ceux qui interviennent dans le fonctionnement des services de l'État mais en tant qu'intermédiaires (avocats, notaires, conseillers commerciaux, consultants, etc.). On y trouve aussi bien des professions libérales que des salariés qui travaillent dans des entreprises ou dans l'administration publique.
9. Tous ceux qui font partie d'organisations armées et s'occupent de défense interne et externe. Cette catégorie regroupe tous les militaires de carrière.

TABLEAU 5 – STRUCTURE GLOBALE DU SYSTEME DES CLASSES SELON GALLINO (%)

	1951	Années 80
<i>Classes dirigeantes</i>		
Professionnel de la politique	0,10	0,17
Hauts fonctionnaires	0,25	0,56
Militaires (officiers)	0,13	0,24
Entrepreneurs	1,62	2,4
Dirigeants	0,30	0,44
Total	2,53	3,86
<i>Classes de la connaissance</i>		
Classe de service	0,25	0,49
Techniciens	1,22	3,9
Enseignants	1,62	4,4
Intellectuels	0,20	0,98
Religieux	0,38	0,12
Classe médicale	0,61	0,98
Total	4,27	10,88
<i>Travailleurs indépendants</i>		
Cultivateurs directs	12,5	4,9
Artisans	4,6	5,9
Commerçants	3,8	5,4
Total	20,90	16,4
<i>Travailleurs salariés</i>		
Travailleurs agricoles	28,7	5,4
Employés	4,9	17,6
Ouvriers	24,9	25,8
Personnel de service	11,4	17,4
Agents socio-sanitaires	0,50	1,22
Travailleurs domestiques	1,87	1,71
Total	72,27	69,12
Total des classes	100	100

Sources : Gallino (1987)

Classification de Paci

— A : le secteur productif-garanti des grandes entreprises publiques et privées de l'industrie, des transports, du crédit, et de la grande distribution, caractérisé par le travail salarié, la protection sociale, et un bon niveau d'accès aux services publics.

— B : le secteur reproductif-garanti des activités, essentiellement publiques, qui assurent la gestion des transferts des revenus aux ménages et permettent la reproduction de la force de travail et le contrôle capitaliste sur la société, proche du secteur A avec une rétribution indirecte moins importante.

— C : le secteur productif-non garanti, de la petite entreprise « périphérique » et de la petite distribution, caractérisé par le travail indépendant et la faiblesse des rétributions indirectes.

— D : le secteur reproductif-non garanti des activités marginales, c'est-à-dire des activités situées aux marges du marché (certaines activités artisanales et commerciales à très petites échelles).

Ces quatre secteurs entretiennent bien évidemment des rapports et des échanges entre eux. Le secteur de la petite entreprise « périphérique » tire des avantages à la fois du processus de décentralisation de la production du secteur A et de la possibilité d'utiliser les personnes, souvent très qualifiées, ayant deux activités rémunérées dont la principale dans le secteur garanti productif (A) ou reproductif (B). De même, le secteur productif « périphérique », privé de nombreuses garanties institutionnelles de reproduction de la force de travail, repose largement sur l'économie de subsistance et sur les activités de la sphère domestique (le secteur D).

Paci introduit l'action sélective de l'État qui contribue tout autant que la structure matérielle des intérêts à la formation de l'identité collective et des logiques de comportement. Les classes ne sont plus définies seulement en fonction de leur place dans les rapports de production, mais aussi par des « inégalités horizontales » dues à la pratique redistributive de l'État. L'élargissement de la citoyenneté, entendue ici dans une acception large comme processus de reconnaissance formelle et de satisfaction des demandes sociales de la part de l'État, est pris en compte et l'amène à préciser son modèle des quatre secteurs :

— un secteur productif-garanti à haut niveau d'intégration dans le système de citoyenneté ;

— un secteur reproductif-garanti à haut niveau d'intégration dans le système de citoyenneté ;

— un secteur productif-non garanti à bas niveau d'intégration dans le système de citoyenneté ;

— un secteur reproductif-non garanti à bas niveau d'intégration dans le système de citoyenneté.

Dans le secteur A, le secteur central de la production capitaliste, les classes sociales définissent le plus nettement leur identité et leur action en référence aux relations sociales de production. La bourgeoisie capitaliste et la classe ouvrière centrale prennent leur racine dans ses rapports de production. Cependant des évolutions

TABLEAU 6
ÉVOLUTION DE LA STRUCTURE DE CLASSE ITALIENNE SELON PACI
(1974-1989) (% , 1974 = INDICE 100)

	1974	1989	1974/89
« Grande bourgeoisie »	1,3	4,1	344
Couches moyennes salariées	20,2	32,4	179
« Petite bourgeoisie » urbaine	16,4	19,3	132
« Petite bourgeoisie » rurale	10,1	5,0	56
Classe ouvrière	45,9	35,4	86
Salariés agricoles	6,1	3,8	67
	100	100	112

Source : M. Paci, *Il mutamento delle struttura sociale in Italia*, Il Mulino, 2° éd., 1992

Paci met en évidence la forte augmentation des classes moyennes supérieures et la forte diminution de la classe ouvrière et des classes rurales. Il insiste surtout sur la croissance des couches moyennes urbaines et plus particulièrement des cols blancs. La distinction urbain/rural ne s'applique qu'à la petite bourgeoisie. Les couches moyennes salariées sont pourtant elles aussi essentiellement urbaines. L'auteur ne précise pas dans le livre ou les annexes comment ont été opérés, à partir des catégories de l'ISTAT, les regroupements qui conduisent aux classes sociales telles qu'elles sont présentées dans le tableau. Leur composition découle des définitions tirées du néo-marxisme, avec donc des inconnues quant au contenu précis et aux estimations quantitatives.

3. 3. LES CLASSIFICATIONS TIREES DES TRAVAUX SUR LA MOBILITE SOCIALE

Dans son étude sur la mobilité, de Lillo¹¹ (1988) reprend la définition de la classe de Schizzerotto et Schadee. « La classe est définie comme un ensemble d'individus ou de familles qui occupent une même position dans les rapports de pouvoir sous-jacents à la division sociale du travail extra-domestique et dans le domaine des inégalités matérielles ou symboliques qui s'y rattachent, aussi bien de l'ordre des relations que de l'ordre de la distribution ». Cependant, d'après cet auteur, même si les inégalités de caractère symbolique ou culturel ne sont pas négligeables, celles qui se fondent sur la sphère économique apparaissent plus déterminantes. « La position d'un individu dans la division sociale du travail apparaît comme un fort indicateur de sa place dans le système des inégalités et donc de sa position de classe ». De plus, dans la mesure où tous les membres de la famille participent à l'obtention des privilèges économiques, culturels, symboliques, il faut prendre le noyau familial comme unité constitutive des classes. C'est donc à partir des professions exercées par les différents membres de la famille que les auteurs

11. Il s'agit en fait d'un groupe de travail comprenant M. Barbagli, V. Capecchi, A. Cobalti et A. Schizzerotto qui ont mené une enquête auprès d'un échantillon représentatif national de 5016 personnes des deux sexes d'un âge compris entre 18 et 65 ans.

Un problème de méthode se posait lorsqu'il s'agissait de définir la position de classe d'origine d'un individu dont les deux parents travaillaient mais n'appartenaient pas à la même classe. Les auteurs ont alors utilisé un critère de supériorité qui, lorsqu'il n'était pas facile à appliquer, conduisait à retenir la profession du père comme déterminante. La même logique a été retenue pour déterminer les classes familiales d'arrivée ¹².

La présentation selon les régions met en évidence des différences statistiques non négligeables, surtout entre le Nord-Ouest et le Sud dans le caractère industriel ou agricole de la classe ouvrière.

TABLEAU 8
REPARTITION DES CLASSES SELON LA ZONE GEOGRAPHIQUE

	Bourgeoisie	Classe moyenne employée	Petite bourgeoisie urbaine	Petite bourgeoisie agricole	Classe ouvrière	Classe ouvrière agricole	Total
Nord-Ouest	10,0	25,9	20,5	3,1	39,9	0,6	100
Nord-Est	8,0	20,5	18,9	5,7	46,6	0,4	100
Centre	7,3	24,3	23,0	6,5	37,6	1,3	100
Sud et îles	7,6	21,6	20,4	6,1	39,1	5,2	100
Italie	8,3	23,2	20,7	5,3	39,9	2,6	100

Dans le cadre d'une recherche sur la mobilité sociale en Emilie Romagne, Barbagli, Capecchi et Cobalti (1988) ont proposé une classification différente en introduisant des classes particulièrement importantes dans cette région, tant sur le plan quantitatif que sur celui de l'histoire sociale et politique :

1. Entrepreneurs (agricoles ou non), cadre supérieurs, professions libérales, aides familiaux des entreprises et des professions libérales.
2. Cadres moyens et employés de tous les secteurs
3. Travailleurs indépendants de l'industrie, du commerce et des services, aides familiaux
4. Ouvriers qualifiés et non qualifiés de l'industrie et du tertiaire.
5. Cultivateurs directs
6. Méayers (*Mezzadri*)
7. Ouvriers agricoles

Cette classification n'est pas très différente de celle proposée par Sylos Labini. La première classe correspond à la « bourgeoisie », la seconde à la « petite bour-

12. Pour déterminer la « supériorité sociale » d'une profession sur une autre, les auteurs ont utilisé un critère externe aux classes qui attribue des points aux 93 catégories en fonction de la perception collective de l'ensemble des avantages liés à cette activité. On fait ensuite la moyenne pour chaque classe et on obtient un classement qui indique un ordre en fonction du degré de préférence sociale des professions qui composent les classes.

Ils se différencient de la petite bourgeoisie urbaine par des niveaux de revenu et de consommation inférieurs.

8. *La classe ouvrière urbaine* est formée de travailleurs manuels et des employés d'exécution de bas niveau de qualification, employés dans des entreprises industrielles, commerciales et de services. Leur force de travail est leur principale ressource.

9. *La classe ouvrière agricole* est constituée de travailleurs manuels salariés de l'agriculture. Ils se différencient de la classe ouvrière urbaine par une situation de marché nettement défavorable.

Cette classification est largement inspirée de celle de Erikson et Goldthorpe, que Schizzerotto et Cobalti (1994) reprendront d'ailleurs dans le cadre de comparaisons internationales (Hongrie, Suède, France, Angleterre et Pays de Galles, Écosse, Irlande du Nord, RFA, Pologne).

Classification Erikson/Goldthorpe

I-II : classe des professions libérales, entrepreneurs, cadres supérieures et moyens, professions intellectuelles du supérieur.

III : employés

IVa+b : petite bourgeoisie urbaine (commerçants, artisans, autres travailleurs indépendants avec ou sans salariés)

IVc : petite bourgeoisie agricole

V-VI : contremaîtres, techniciens de niveau inférieur et ouvriers spécialisés

VIIa : ouvriers

VIIb : ouvriers agricoles

3. 4. CONFRONTATION DES CLASSIFICATIONS : ENJEUX ET PROBLEMES

Une première lecture du tableau récapitulatif fait ressortir la spécificité du modèle de Gallino dont la logique de recombinaison et la terminologie rompent avec la « vision socioprofessionnelle » des classes que l'on retrouve dans les autres classifications qui pourtant proposent des distinctions différentes de la classification de l'ISTAT : les dirigeants sont séparés des employés, le secteur agricole des autres, la classe ouvrière est en revanche toujours présente.

On constate surtout que les estimations quantitatives varient peu pour certaines classes, principalement celles faisant davantage consensus quant à leur position et leur contenu. Il s'agit aussi des classes plus faciles à caractériser et à agréger sur le plan socioprofessionnel (classe ouvrière, salariés agricoles, petite bourgeoisie agricole). En revanche, les écarts sont plus marqués pour les catégories ou les classes dont les caractéristiques et les agrégations sont plus discutées sur le plan empirique et théorique (bourgeoise, petite bourgeoisie urbaine, classes moyennes salariées).

Apparaissent ici tous les enjeux d'une classification qui est aussi et surtout une vision de la société. Décider d'intégrer telle ou telle catégorie dans la bourgeoisie ou les classes moyennes salariées n'est certainement pas neutre, de même que le choix des termes.

Ce n'est pas tant la « petite bourgeoisie urbaine » qui donne lieu à des estimations quantitatives très différentes selon les auteurs (entre 20 et 22,4 %), mais bien les classes moyennes salariées (cadres supérieurs et moyens, et employés, avec une différence de 10 points entre Paci d'un côté et Sylos Labini et de Lillo de l'autre). Cela confirme à la fois l'importance « sociologique » des petits et moyens entrepreneurs dans la structure sociale italienne mais aussi une conception partagée de l'agrégation socioprofessionnelle à laquelle elle renvoie. Cela est rendu aussi possible par la précision de la nomenclature de base de l'ISTAT pour toutes les catégories de travailleurs indépendants.

En revanche, les contours plus incertains des catégories *Dirigenti et Impiegati*, ainsi qu'un moindre consensus sur la position des cadres et employés dans la société italienne, donnent lieu à des recompositions multiples. Le parallèle avec la France est ici particulièrement intéressant puisque la situation est quasiment inversée. Les sociologues français ont accordé plus d'importance aux classes moyennes salariées et beaucoup moins aux travailleurs indépendants et aux petits entrepreneurs. Le débat sociologique lui-même s'est largement focalisé sur toutes les distinctions au sein des classes moyennes dans des perspectives théoriques très différentes (Bourdieu 1979, Mendras 1988, Bidou, 1984).

Les variations quantitatives sont également marquées pour la bourgeoisie susceptible de passer du simple au double (8,3 % chez de Lillo et entre 3 et 4 % chez Paci et Sylos Labini), voire de disparaître au profit d'une *service class* représentant plus de 20 % de la population active. Dans ce dernier cas, il s'agit d'ailleurs de la seule tentative d'utilisation de la nomenclature Erikson/Goldthorpe qui débouche sur une toute autre image de la structure sociale italienne, avec une classe d'employés ne représentant plus que 9,5 % de la population active. Gallino, en choisissant de découper la population entre une immense classe salariée représentant environ les trois quarts de la population, distinguée à la fois des classes dirigeantes et surtout d'une « classe de la connaissance », produit une représentation plus unifiée du salariat populaire.

Les options théoriques et politiques des auteurs présentés expliquent largement les différences dans les classifications. De tous ces travaux, ceux de Sylos Labini ont été les plus discutés et ont eu l'impact le plus important sur l'interprétation des changements de la société italienne des années 70 et 80. Ils avaient un caractère pionnier dans le fait d'utiliser et d'interpréter plus en profondeur les données brutes de l'ISTAT sur les CSP pour mettre en évidence la forte présence d'une classe de travailleurs indépendants liée au clientélisme politique. La vision plus systémique et fonctionnaliste de Gallino a été peu discutée et n'a pas donné lieu à d'autres prolongements en sociologie. L'analyse néo-marxiste de Paci a fortement structuré les travaux sur le monde de la petite entreprise mais ses tentatives pour interpréter de façon plus globale la transformation de la structure de classes n'ont pas été reprises. Enfin, les classifications des sociologues de la mobilité restent cantonnées dans ce domaine.

Au final, aucune de ces différentes nomenclatures n'a pu s'imposer comme référence dans les sciences sociales. L'ISTAT reste de toutes façons le principal producteur de données sociales concernant l'ensemble de la population, et sa propre nomenclature reste la référence la plus courante. Cette position hégémonique ne permet pas le développement parallèle d'instituts capables de le concurrencer dans

Les analyses que nous avons présentées restaient pour la plupart à un niveau national, et insistaient surtout sur les différences de structures entre le Nord-Est et le Sud par exemple, sur la représentation quantitative des différentes classes et leur évolution, les catégories socioprofessionnelles constituant la base de la stratification sociale. On remarquait ainsi que les ouvriers de la grande entreprise étaient plus nombreux au Nord, que les petits entrepreneurs et les artisans étaient très représentés dans les régions centrales et nord-orientales, que les paysans et les employés des administrations étaient beaucoup plus nombreux au Sud.

D'autres travaux sociologiques plus localisés ont permis de mettre en évidence différentes cohérences sociétales qui concernent au premier plan la lecture sociologique des catégories socioprofessionnelles. L'ouvrier des régions de l'économie diffuse, recensé au niveau national dans la même catégorie socio-statistique que celui des grandes entreprises du Nord ou des entreprises semi-publiques du Sud, renvoie cependant à une réalité très différente, du point de vue des processus de mobilité, de ses rapports aux autres classes, de son identité sociale, de son insertion dans la localité, de son niveau de vie, etc. De même, parmi les classes moyennes, on mesure tout ce qui peut différencier sociologiquement un employé d'une administration de Milan de celui d'une administration de la Calabre, selon aussi sa participation ou non à l'économie informelle. La catégorie des petits entrepreneurs, si importante dans le cas italien, est sans doute aussi la plus délicate à manier, tant son contenu et sa façon de se rapporter à la société sont susceptibles de varier considérablement selon les régions.

Enfin, cette discussion du cas italien nous incite à une grande vigilance dans la perspective d'élaboration et surtout d'utilisation d'une nomenclature européenne commune. Les parcours originaux de chacun des pays européens ont produit des structures sociales dont les différences ne se réduisent pas à des différences quantitatives dans le poids respectifs de chacune des catégories. Les dimensions sociales, politiques, symboliques sont constitutives des façons de se représenter les professions et leur position dans les différentes sociétés. Elles révèlent aussi des enjeux, des rapports et des ordres sociaux dont les seules logiques stratificationnistes ne peuvent rendre compte. Si le défi de la sociologie comparée de la stratification sociale n'est pas seulement de repérer des différences de structures socioprofessionnelles mais de saisir les rapports sociaux et les systèmes de relations sociales qui les portent, elle devra alors dialoguer avec des approches plus qualitatives des différentes réalités nationales ou régionales. Il faudra surtout ne pas être dupe des raccourcis et des procédures de simplification qu'implique une harmonisation européenne des nomenclatures.

Marco Oberti
I.E.P. et Observatoire sociologique du changement
27, rue Saint-Guillaume 75337 PARIS cedex 07
marco.oberti@osc.sciences-po.fr

- GALLINO L., 1970, L'evoluzione delle struttura di classe in Italia, *Quaderni di sociologia*, n° 2.
- GALLINO L., 1987, *Della ingovernabilità*, Milan, Edizioni Comunità.
- GALLINO L., 1987, *Della ingovernabilità*, Milan, Edizioni di comunità.
- LEMEL Y., OBERTI M., REILLIER F., 1996, Classe sociale : un terme fourre-tout ?, *Sociologie du travail*, n° 2, p. 195-207.
- MAHON P., 1990, L'économie souterraine et le travail noir, in Dalmasso E. et Delamarre A., *Mutations socio-économiques en Italie*, Problèmes politiques et sociaux, La documentation française, n° 624.
- MENDRAS H., 1988, *La seconde révolution française*, Paris, Gallimard.
- PACIM. (ed.), 1978, *Capitalismo e classi sociali in Italia*, Bologne, Il Mulino.
- PACIM., 1973, *Mercato del lavoro e classi sociali*, Bologne, Il Mulino.
- PACIM., 1982, *La struttura sociale italiana*, Bologne, Il Mulino, 2°éd.
- PIZZORNO A., 1974, I ceti medi nei meccanismi del consenso, in Cavazza F.L et Graubard S (ed.), *Il caso italiano*, Milan, Garzanti.
- ROVATI G., SAVIORI L., SCHADEE HANS M.A., SCHIZZEROTTO A., 1993, Le classi superiori, *Polis*, n° 1.
- SCHIZZEROTTO A., 1993, La porta stretta : classi superiori e processi di mobilità, *Polis*, n° 1.
- SCHIZZEROTTO A., COBALTI A., 1994, *La mobilità sociale in Italia*, Bologne, Il Mulino.
- SYLOS LABINI P., 1974, *Saggio sulle classi sociali*, Rome-Bari, Laterza.
- SYLOS LABINI P., 1986, *Le classi sociali negli anni '80*, Rome-Bari, Laterza.
- TRIGILIA C., 1992, *Svivuppo senza autonomia*, Bologne, Il Mulino.
- TRIGILIA C., 1977, Immagini delle classi e analisi della formazione sociale, in Bagnasco A., Messori M., TRIGILIA C., 1978, *Le problematiche dello sviluppo italiano*, Milan, Feltrinelli.
- WRIGHT E.O., 1985, *Classes*, Londres, Verso.

TABLEAU RECAPITULATIF

ISTAT- 1981	Sylos Labini-1984		Gallino-années 80		Paci-1989		de Lillo 1985		Shizzerotto et Cobalti-1985		
Chefs d'entreprises et prof. lib.	2,46	Bourgeoisie	3,3	Classes dirigeantes	3,86	Grande bourgeoisie	4,1	Bourgeoisie	8,3	Classes supérieures (*)	20,6
Travailleurs indépendants	20,67	Petite bourgeoisie employée	22,7	Classes de la connaissance	10,88	Couches moyennes salariées	32,4	Classe moyenne employée	23,2	Employés	9,5
Aides familiaux	5,18	petite bourgeoisie relativement autonome	28,0 dont 7,6 agri.	Travailleurs indépendants	16,4	Petite bourgeoisie urbaine	19,3	Petite bourgeoisie urbaine	20,7	Petite bourgeoisie urbaine	22,4
Dirigeants et employés	25,62	Catégories particulières	3,3	Travailleurs salariés	69,12	Petite bourgeoisie rurale	5,0	Petite bourgeoisie agricole	5,3	Petite bourgeoisie agricole	5,4
Ouvriers et assimilés	46,07	Classe ouvrière	42,7 dont 4 agri.			Classe ouvrière	35,4	Classe ouvrière	39,9	Contre-maîtres, ouvriers spécialisés	23,8
						Salariés agricoles	3,8	Classe ouvrière agricole	2,6	Ouvriers	16,0
										Ouvriers agricoles	2,3

(*) prof. lib., chefs d'entreprise, cadres sup. et moyens, prof. intell. du sup.